

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 15/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **Société IBE TEXTILES COLORS**

4 route de Valence  
26760 Beaumont-lès-Valence

Référence : 20230314-RAP-DAEN0300

Code AIOT : 0006102492

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement IBE TEXTILES COLORS SARL implanté 4 route de Valence 26760 Beaumont-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Pour mémoire, le 16 juin 2022, un effluent s'est écoulé en provenance d'un bac de décantation situé à l'arrière de l'usine aux abords du ruisseau l'Ecoutay. Le rejet s'est produit en raison du désamorçage d'une pompe et de la vétusté du bac de décantation en béton qui comportait des fuites.

L'inspection de l'environnement avait demandé de procéder à des travaux pour mettre en œuvre l'étanchéité totale du bac de décantation. Ces travaux étaient prévus pendant l'arrêt usine du mois d'août 2022.

Un arrêté de mise en demeure a été pris suite à cet incident le 1<sup>er</sup> août 2022.

On notera que l'industriel subit les hausses du coût de l'énergie dans un contexte particulièrement tendu en ce qui concerne la ressource en eau. Les investissements pour mettre en place une boucle de recyclage de l'eau pourraient atteindre 800 k€. En outre, le vendredi est toujours chômé depuis la période de sécheresse de 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IBE TEXTILES COLORS SARL
- 4 route de Valence 26760 Beaumont-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site IBE, situé au cœur de Beaumont-Les-Valence, est spécialisé dans l'impression sur étoffe à partir de machines rotatives et d'impression jet d'encre.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 1<sup>er</sup> août 2022,
- prise de contact et visite des installations pour Mme Gaëlle Morel qui prend en charge le suivi du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans un local situé côté Ecoutay, des fûts contenant des produits susceptibles d'entraîner une pollution en cas d'écoulement, qui présentent des pictogrammes « toxiques pour l'environnement » sont stockés sans rétention. L'exploitant doit immédiatement placer ces stocks sur rétention. Il justifiera de cette mise en conformité en transmettant des photographies à l'inspection de l'environnement sous huit jours à compter de la date de réception du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 01/08/2022, article 2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1<sup>er</sup> août 2022, relative à l'étanchéité du bac de décantation de l'usine, est respectée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention – Bac de décantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société IBE TEXTILES COLORS, située 4, route de Valence – BEAUMONT LES VALENCE, est mise en demeure, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17/06/1996, article 4.8.1 relatif à la prévention des pollutions accidentelles soit de prendre toutes les dispositions appropriées pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.
<b>Constats :</b> Le revêtement du bac de décantation de la société IBE, dont des fuites ont généré un déversement accidentel dans l'Ecoutay le 16 juin 2022, a été entièrement refait. Aucune trace d'écoulement n'a été repérée lors de la visite. <b>La prescription de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 1<sup>er</sup> août 2022 est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet